

LE TEMPS

développement Samedi 2 octobre 2010

Histoire d'un miracle social

Par Chantal Rayes, São Paulo

Le Brésil avait tout pour prospérer vite, mais que le chemin a été long, les déceptions amères... Un cercle vertueux de croissance profite enfin à sa population. La pauvreté diminue, la classe moyenne s'élargit. L'accès des ménages modestes à la consommation sous-tend l'irrésistible ascension d'un géant désormais conquérant

C'est une grande route bruyante et poussiéreuse, mais qui en dit long sur le nouveau Brésil. Ici, à quelques centaines de mètres d'Heliopolis, la plus grande favela de São Paulo, un bel espace moderne tranche sur les échoppes sombres. C'est l'agence que Bradesco, l'une des principales banques privées du pays, a ouverte il y a bientôt un an. Juste à côté, un supermarché de la chaîne espagnole Dia et une grande boucherie ont désormais pignon sur rue.

Le public convoité: les 120 000 habitants d'Heliopolis. Tout un symbole des années Lula. Impressionnant recul de la pauvreté, croissance vigoureuse et démocratisation du crédit ont dopé le marché intérieur et permis l'émergence d'une nouvelle classe moyenne sous la présidence du leader du Parti du travail. Nul n'incarne mieux cette ascension sociale que le chef de l'Etat, lui-même né dans la misère du Nordeste déshérité, puis formé comme ouvrier.

Devant les guichets automatiques de Bradesco, le défilé est incessant. Marlene vit à Heliopolis et travaille à la boucherie. Une facture de téléphone à la main qui sert de preuve de résidence fixe, elle est venue ouvrir un compte. La carte de crédit? «La meilleure chose qu'on ait inventée!» s'enflamme la jeune femme. Depuis qu'elle en a une, sa vie a changé. «Je peux acheter à terme.» Tongs aux pieds et dégain de jeune homme, Marcos Antonio, un maçon à la cinquantaine avancée, vient payer ses – traites. Il gagne désormais plus de 1700 francs par mois. Avec le boom de l'immobilier, la main-d'œuvre qualifiée manque et les salaires ont bondi.

Marlene et Marcos Antonio font partie de ces 29 millions de Brésiliens qui ont accédé à la classe moyenne depuis l'arrivée au pouvoir de Lula en 2003. Ce sont les conclusions d'une étude de la très respectée Fondation Getulio-Vargas (FGV), basée sur les chiffres de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques. Cette fameuse «classe C» compte désormais près de 95 millions de personnes, soit un Brésilien sur deux (52%). Une avancée majeure. Elle comprend des ménages dont les revenus mensuels se situent entre 640 et 2759 francs. Vue d'un pays plus riche, la tranche de revenus peut paraître modique. Mais pas pour le Brésil, explique l'économiste Marcelo Neri, directeur du Centre de politiques sociales de la FGV.

Il y a encore quelques années, les entreprises ne s'intéressaient pas à ce public. Aujourd'hui, tout le monde, à commencer par les multinationales, s'arrache la classe C. «On ne peut plus être leader du marché sans dominer sur la C et même la D [la tranche inférieure], qui ne va pas tarder à la rejoindre»,

décète Odair Affonso Rebelato, directeur chez Bradesco.

Pour atteindre ce public, Bradesco s'appuie sur un vaste réseau de «correspondants» (des commerces et des bureaux de poste qui font office d'agence). La banque s'apprête à étendre sa toile dans d'autres bidonvilles très peuplées de São Paulo et de Rio. Ouverture de comptes au rythme de 7000 par jour, microcrédit productif et crédit à la consommation: ce nouveau marché s'avère «très porteur et rentable», se félicite Rebelato.

Les Brésiliens sont dépensiers. Même dans les favelas où, comme ailleurs, on copie le mode de vie des familles aisées mises en scène par les telenovelas, les feuilletons télévisés qui inondent les écrans. Contrairement aux idées reçues, les bidonvilles ne sont pas que des poches de pauvreté. «Les représentants de la classe C y sont nombreux, explique Renato Meirelles, qui dirige l'institut Data Popular, spécialisé dans l'étude du bas de la pyramide. En général, ils ne quittent pas le quartier car ils préfèrent être les plus riches parmi les pauvres, plutôt que l'inverse.»

Heliopolis a des airs de caravansérail: musique à tue-tête, rues et échoppes encombrées, klaxons. La favela est un dédale qui se déploie sur un million de mètres carrés. Les premiers migrants sont arrivés il y a trente ans du Nordeste, à la recherche d'une vie meilleure dans la capitale économique du Brésil. Aujourd'hui, c'est une ville dans la ville, avec sa propre station de radio et quelque 2500 commerces. Ces dernières années, avec l'amélioration du niveau de vie, beaucoup ont agrandi leur affaire ou en ont monté une. Le superflu – comme les salons de coiffure – a fait son apparition. Dans une artère en pente, une autre banque, publique celle-ci, vient d'ouvrir. «Ici, c'est une mine d'argent», assure le responsable. «Tout le monde a un emploi aujourd'hui, sauf les retraités», renchérit Geraldo qui tient une buvette. Du coup, son bar marche «beaucoup mieux» et il a pu s'acheter un appartement hors de la favela. Il a mis ses fils à l'université. L'un d'eux a obtenu une bourse d'études distribuée par le gouvernement.

Non loin d'une église évangéliste, des maisons sont surmontées d'antennes paraboliques. Les voitures neuves ne sont pas rares. Avoir la sienne, s'éviter les interminables trajets dans des transports en commun surchargés, est un signe de statut social au Brésil. Né en Amazonie, le PDG de Renault-Nissan, Carlos Ghosn, n'a-t-il pas déclaré: «Ce qui alimente le Brésil, c'est la personne qui passe du statut de n'importe quelle voiture à j'ai une petite voiture.»

Nazareno Antonio da Silva, 26 ans, est travailleur social. Il gagne 1400 francs par mois. Il est un de ces millions de Brésiliens qui ont pu s'acheter leur première voiture – «celle de mes rêves» – grâce à l'accès au crédit et au rallongement des délais de remboursement. «Dès que je finis de payer mes 36 traites, je prends le modèle dernier cri, se promet-il. Nous, on n'achète rien à crédit, ça revient trop cher!»

Socorro a le ton triomphant de celle qui peut se payer ce luxe. «Payée comptant», sa berline flambant neuve trône comme un trophée devant chez elle. Cette jeune femme d'une trentaine d'années n'en est pas peu fière: elle a été jusqu'au bout de sa scolarité. Ce n'est pas si courant au Brésil. D'abord préposée aux stocks dans une usine de composants électroniques, elle a été promue coordinatrice de production. Son salaire, 1150 francs aujourd'hui, a suivi. Son mari, métallo, a lui aussi été augmenté. Le couple a acheté une maison de deux étages à Heliopolis et loue le minuscule rez-de-chaussée à une famille pauvre. Socorro aime vivre ici. «Mais il y a trop de bruit», grimace-t-elle.

Une voiture passe, surmontée d'un porte-voix appelant à voter Dilma Rousseff, la dauphine de Lula et grande favorite de l'élection de ce dimanche. «Tout Heliopolis va voter pour elle, s'enflamme José

Inacio. C'est le moins qu'on puisse faire pour remercier Lula!»

Contrairement à Socorro, qui attribue surtout à ses propres efforts son ascension sociale, ce quinquagénaire pense qu'il doit tout au chef de l'Etat. Grosse montre au poignet, José Inacio a installé son bric-à-brac de sacs à main, de parapluies et de porte-CD sur un stand dans une rue attenante à la favela. Le stand est plutôt dégarni, peut-être parce qu'il vend bien mieux ces derniers temps. Ses revenus ont augmenté de 25%. Avec son épouse, femme de ménage, ils font désormais à eux deux 750 francs par mois. José Inacio a enfin pu remplacer son vieux frigo et son lit défoncé. Il s'est offert un micro-ondes. Le téléphone portable? «Je l'ai déjà changé plusieurs fois!» lance-t-il. José Inacio a fait quelques travaux à la maison. Pour couronner le tout, ses deux fils ont désormais un emploi «formel» ou déclaré. «Lula est un père, s'exalte l'homme. Il a amélioré les conditions de vie de ceux qui en avaient besoin.»

Les petits patrons font la fête eux aussi. Leurs profits battent des records avec l'entrée sur le marché de cette nuée de nouveaux consommateurs. Jamais il ne s'est vendu autant de voitures, d'ordinateurs, de téléviseurs, d'électroménager et de téléphones portables. La classe C dope aussi le trafic aérien. L'an prochain, près de 11 millions de personnes feront leur premier voyage en avion.

Sous Lula, le taux de croissance moyen s'est accéléré, à environ 4% l'an en moyenne. Plus de 13 millions d'emplois formels ont été créés en huit ans. Les salaires sont en hausse. Le crédit à la consommation progresse à un rythme annuel de plus de 20%. Sans risque de bulle pour l'instant: seule la moitié des ménages sont endettés.

Pour les spécialistes, tout n'est pourtant pas à mettre au crédit du président sortant. «Lula mais aussi son prédécesseur, Fernando Henrique Cardoso, ont transformé le Brésil en quinze ans, affirme Marcelo Neri. Le premier a dopé le social après que le second avait pavé le chemin au succès.»

Avec son Plan Real, lancé en 1994, le prédécesseur de Lula terrasse une inflation galopante et tire d'un coup plusieurs millions de Brésiliens de la pauvreté. Il stabilise l'économie et met presque tous les enfants de 7 à 14 ans à l'école. La scolarisation moyenne (d'environ huit ans aujourd'hui) avance et, avec elle, les revenus des plus pauvres. Un autre changement fondamental pour l'émergence de la nouvelle classe moyenne s'amorce alors en parallèle: c'est le recul du travail au noir, qui facilite l'accès à l'emprunt.

Arrivé au pouvoir, Lula s'empresse de maintenir la politique économique orthodoxe de son prédécesseur. Les investisseurs, d'abord affolés par l'élection de la gauche, reprennent confiance dans la plus grande économie d'Amérique latine. La croissance repart.

La conjoncture internationale, favorable jusqu'en 2008, fait le reste. Le Brésil figure parmi les plus grands exportateurs de plusieurs matières premières, comme le soja ou le minerai de fer. La Chine, désormais son premier client, en est particulièrement friande.

Mais, aujourd'hui, c'est la consommation des ménages qui tire l'activité économique. Grâce à ce carburant intérieur, le Brésil a vite surmonté la dernière crise internationale. En parallèle, le président a mis en place une politique sociale volontariste qui a à la fois contribué à élargir le marché des consommateurs et à faire reculer la pauvreté. Il a relevé de 54% (en termes réels) le salaire minimum (300 francs), valable aussi pour près de 18 millions de pensions.

Le président Lula a aussi lancé la Bolsa Familia, une allocation attribuée, sous certaines conditions, aux familles indigentes. Ce subside d'assistance a à la fois élargi et fédéré les aides aux familles déjà

existantes sous Cardoso. En relevant le montant moyen et en augmentant considérablement le nombre de bénéficiaires (12 millions de foyers pauvres aujourd'hui), Lula a donné un élan nouveau à la lutte contre la pauvreté. Vitale pour les très pauvres, la Bolsa Familia est devenue un formidable outil d'inclusion sociale.

Sous la présidence Lula, la réduction des inégalités sociales s'est accélérée. «Depuis la fin 2003, les revenus de toutes les catégories sociales progressent, mais à un rythme plus rapide dans les couches pauvres que parmi les riches», observe Marcelo Neri. Dans le Nordeste déshérité, où les politiques de lutte contre la pauvreté ont le plus d'impact, les revenus avancent encore plus vite que dans le reste du pays. Certes, le Brésil reste un des pays les plus inégalitaires de la planète, mais les disparités de richesses sont près d'atteindre leur plus bas niveau depuis 1960. Les sceptiques diront que le recul (-6,5%) de l'indice de Gini ne reflète qu'une meilleure distribution de la rémunération du travail sans prendre en compte celle du capital qui multiplie les millionnaires brésiliens. Reste qu'en huit ans, et sans compter les 29 millions de Brésiliens qui ont rejoint la classe moyenne, le président a quasiment divisé par deux le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Alors que l'opposition l'accuse de faire de l'assistance, l'étude de la FGV montre au contraire que ce sont les revenus du travail et non les aides sociales qui sont les principaux responsables du recul des inégalités. Même au Nordeste, qui concentre la moitié des pauvres. C'est d'ailleurs dans cette région que la classe C progresse le plus vite. La classe moyenne «traditionnelle», qui n'a pas autant profité des années Lula et méprise les couches populaires, snobe ces nouveaux venus. Une phrase souvent entendue à São Paulo: «S'il y a autant d'embouteillages, c'est parce que tout le monde peut désormais s'acheter une voiture»...

Mais le modèle Lula a ses limites. Pour l'économiste Joaquim Eloi Cirne de Toledo, la croissance de 7% prévue pour cette année n'est pas soutenable. «On consomme beaucoup mais on investit et on épargne trop peu. Notre croissance dépend du capital étranger. A terme, cela risque d'entraîner une dévalorisation du real et d'éroder le pouvoir d'achat de la classe moyenne.»

Même à Heliopolis, il y a des sceptiques. «On s'endette sur 48 mois pour s'acheter une voiture mais si on perd son job, on fait comment?» se demande Gil Divam Félix, un photographe. Gil est de plus en plus sollicité dans la favela pour photographier des anniversaires ou des mariages. Mais avec ses 1400 francs mensuels, sa fac de journalisme à payer et un fils à sa charge, il trouve la vie encore bien difficile.

«Cela va un peu mieux, mais pas autant qu'on le voudrait», résume Lucivania, une femme de ménage. «Il y a juste de quoi se payer le minimum, renchérit une femme croisée devant la banque. Sans crédit, je ne peux rien acheter de plus.» Malgré tout, elle approuve l'action de Lula: «Depuis le temps qu'on demande que la favela soit urbanisée. Il est le seul à l'avoir fait.»

Le programme de grands travaux lancé par Lula en 2007 prévoit l'urbanisation de favelas dans tout le pays et la construction de logements populaires. A Heliopolis, des ouvriers s'affairent aux égouts et aux canalisations. Sur un vaste terrain poussent des tours rondes aux lignes épurées, comme dans les beaux quartiers. C'est le célèbre architecte Ruy Ohtake qui les a dessinées. «Tout le monde a envie d'y vivre», sourit Gil. Les tours n'abriteront que 1500 logements. Il en faudrait quatre fois plus pour répondre à la demande. «Beaucoup de familles vivent ensemble sous le même toit ou sont obligées de louer, explique Nazareno da Silva, le travailleur social. Et il arrive encore des gens du Nordeste, même si ça va mieux là-bas.» Mais pour une fois, l'Etat offre du beau aux favelas et cela fait du bien à ce

qu'on appelle ici l'«estime de soi».

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA